



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
29 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1952

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
133

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1302

Για την επικύρωση της Διεθνούς Σύμβασης Έργασίας αριθ. 103/1952 «για την προστασία της μητρότητας».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς,
ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Ἐπικυρώνεται καὶ ἔχει ἰσχὺ νόμου ἡ Διεθνὴς Σύμβαση ἀριθ. 103 «γιατὴν προστασία τῆς μητρότητας» ποὺ ψηφίστηκε στὴ Γενεύη τὸ 1952, ἀπὸ τῆς Γενικῆς Συνδιάσκεψης τῆς Διεθνούς Ὀργάνωσης Ἑργασίας, στὴν τριακοστὴ πέμπτη σύνοδὸς τῆς καὶ ποὺ τὸ κείμενό της στὸ γαλλικὸ πρωτότυπο καὶ στὴν ἐλληνικὴ του μετάφραση εἶναι τὸ ἀκόλουθο :

CONVENTION 103.

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DE LA MATERNITE
(REVISEE EN 1952).

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 juin 1952, en sa trente cinquième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la protection de la maternité, question qui constitue le septième point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-huitième jour de juin mille neuf cent cinquante-deux, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la protection de la maternité (révisée), 1952.

Article 1.

1. La présente convention s'applique aux femmes employées dans les entreprises industrielles aussi bien qu'aux femmes employées à des travaux non industriels et agricoles, y compris les femmes salariées travailleuses à domicile.

2. Aux fins de la présente convention, le terme «entreprises industrielles» s'applique aux entreprises publiques et privées ainsi qu'à leurs branches et comprend notamment :

a) les mines, carrières et industries extractives de toute nature;

b) les entreprises dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, détruits ou démolis, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation compris les entreprises de construction de navires, de production, de transformation et de transmission de l'électricité et de la force motrice en général;

c) les entreprises du bâtiment et du génie civil, y compris les travaux de construction, de réparation, d'entretien, de transformation et de démolition;

d) les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée, voie d'eau maritime ou intérieure, ou voie aérienne, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs, entrepôts ou aéroports.

3. Aux fins de la présente convention, le terme «travaux non industriels» s'applique à tous les travaux exécutés dans les entreprises et services publics ou privés suivants, ou en relation avec leur fonctionnement :

a) les établissements commerciaux;

b) les postes et les services de télécommunications;

c) les établissements et administrations dont le personnel est employé principalement à un travail de bureau;

d) les entreprises de presse;

e) les hôtels, pensions, restaurants, cercles, cafés et autres établissements où sont servies des consommations;

f) les établissements ayant pour objet le traitement ou l'hospitalisation des malades, infirmes, indigents et orphelins;

g) les entreprises de spectacles et de divertissements publics;

h) le travail domestique salarié effectué dans des ménages privés; ainsi qu'à tous autres travaux non industriels auxquels l'autorité compétente déciderait d'appliquer les dispositions de la convention.

4. Aux fins de la présente convention, le terme «travaux agricoles» s'applique à tous les travaux exécutés dans les entreprises agricoles, y compris des plantations et les grandes entreprises agricoles industrialisées.

5. Dans tous les cas où il n'apparaît pas certain que la présente convention s'applique à une entreprise, une branche d'entreprise ou un travail déterminés, la question doit être tranchée par l'autorité compétente, après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe

6. La législation nationale peut exempter de l'application de la présente convention les entreprises où sont seuls employés les membres de la famille de l'employeur tels qu'ils sont définis par la dite législation.

Article 2.

Aux fins de la présente convention le terme «femme» désigne toute personne du sexe féminin, quels que soient son âge, sa nationalité sa race ou ses croyances religieuses, mariée ou non et le terme «enfant» désigne tout enfant, qu'il soit né d'un mariage ou non.

Article 3.

1. Toute femme à laquelle s'applique la présente convention a droit, sur production d'un certificat médical indiquant la date présumée de son accouchement, à un congé de maternité.

2. La durée de ce congé sera de douze semaines au moins; une partie de ce congé sera obligatoirement prise après l'accouchement.

3. La durée du congé obligatoirement pris après l'accouchement sera déterminée par la législation nationale, mais ne sera en aucun cas inférieure à six semaines; le reste du congé total pourra être pris, selon ce que décidera la législation nationale, soit avant la date présumée de l'accouchement, soit après la date d'expiration du congé obligatoire, soit encore en partie avant la première de ces dates et en partie après la seconde.

4. Quand l'accouchement a lieu après la date qui était présumée, le congé pris antérieurement est dans tous les cas prolongé jusqu'à la date effective de l'accouchement et la durée du congé à prendre obligatoirement après l'accouchement ne devra pas s'en trouver réduite.

5. En cas de maladie attestée par certificat médical comme résultant de la grossesse, la législation nationale doit prévoir un congé prénatal supplémentaire dont la durée maximum peut être fixée par l'autorité compétente.

6. En cas de maladie attestée par certificat médical comme résultant des couches, la femme a droit à une prolongation du congé postnatal dont la durée maximum peut être fixée par l'autorité compétente.

Article 4.

1. Lorsqu'une femme s'absente de son travail en vertu des dispositions de l'article 3 ci-dessus, elle a le droit de recevoir des prestations en espèces et des prestations médicales.

2. Les taux des prestations en espèces seront fixés par la législation nationale de telle manière qu'elles soient suffisantes pour assurer pleinement l'entretien de la femme et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène et selon un niveau de vie convenable.

3. Les prestations médicales comprendront les soins prénatals, les soins pendant l'accouchement et les soins postnatals donnés par une sage-femme diplômée ou par un médecin, et l'hospitalisation lorsqu'elle est nécessaire le libre choix du médecin et le libre choix entre un établissement public ou privé seront respectés.

4. Les prestations en espèces et les prestations médicales seront accordées soit dans le cadre d'un système d'assurance obligatoire, soit par prélèvement sur des fonds publics; elles seront accordées, dans l'un et l'autre cas, de plein droit à toutes les femmes remplissant les conditions requises.

5. Les femmes qui ne peuvent prétendre, de droit, à des prestations, recevront des prestations appropriées par prélèvement sur les fonds de l'assistance publique,

sous réserve des conditions relatives aux moyens d'existence prescrites par l'assistance publique.

6. Lorsque les prestations en espèces fournies dans le cadre d'un système d'assurance sociale obligatoire sont déterminées sur la base du gain antérieur, elles ne devront pas représenter moins des deux tiers du gain antérieur ainsi pris en considération.

7. Toute contribution due dans le cadre d'un système d'assurance obligatoire prévoyant des prestations de maternité, et toute taxe qui serait calculée sur la base des salaires payés et qui serait perçue aux fins de fournir de telles prestations doivent être payées d'après le nombre total d'hommes et de femmes employés dans les entreprises intéressées, sans distinction de sexe, qu'elles soient payées par les employeurs ou, conjointement, par les employeurs et par les travailleurs.

8. En aucun cas, l'employeur ne doit être personnellement tenu responsable du coût des prestations dues aux femmes qu'il emploie.

Article 5.

1. Si une femme allaite son enfant, elle sera autorisée à interrompre son travail à cette fin pendant une ou plusieurs périodes dont la durée sera déterminée par la législation nationale.

2. Les interruptions de travail aux fins d'allaitement doivent être comptées dans la durée du travail et rétribuées comme telles dans les cas où la question est régie par la législation nationale ou conformément à celle-ci; dans les cas où la question est régie par des conventions collectives, les conditions seront réglées selon la convention collective pertinente.

Article 6.

Lorsqu'une femme s'absente de son travail en vertu des dispositions de l'article 3 de la présente convention, il est illégal pour son employeur de lui signifier son congé durant ladite absence ou à une date telle que le délai de préavis expire pendant que dure l'absence susmentionnée.

Article 7.

1. Tout membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, prévoir des dérogations à l'application de la convention en ce qui concerne :

- a) certaines catégories de travaux non industriels;
- b) les travaux exécutés dans les entreprises agricoles autres que les plantations;
- c) le travail domestique salarié effectué dans des ménages privés;
- d) les femmes salariées travailleuses à domicile;
- e) les entreprises de transport par mer de personnes ou de marchandises.

2. Les catégories de travaux ou d'entreprises pour lesquels il sera fait usage des dispositions du paragraphe 1 du présent article devront être désignées dans la déclaration accompagnant la ratification de la convention.

3. Tout Membre qui a fait une telle déclaration peut, en tout temps, l'annuler totalement ou partiellement, par une déclaration ultérieure.

4. Tout Membre à l'égard duquel une déclaration faite conformément au paragraphe 1 du présent article est en vigueur, indiquera chaque année, dans son rapport annuel sur l'application de la présente convention, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux travaux et entreprises auxquels s'applique ledit paragraphe 1 en vertu de cette déclaration, en précisant dans quelle

mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet à la convention en ce qui concerne les travaux et entreprises en question.

5. A l'expiration d'une période de cinq années après l'entrée en vigueur initiale de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence un rapport spécial concernant l'application des ces dérogations et contenant telles propositions qu'il jugera opportunes en vue de mesures à prendre à cet égard.

Article 8.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 9.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 10.

1. Les déclarations qui seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail conformément au paragraphe 2 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, devront faire connaître :

a) les territoires pour lesquels le Membre intéressé s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées sans modification;

b) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications;

c) les territoires auxquels la convention est inapplicable et dans ces cas les raisons pour lesquelles elle est inapplicable;

d) les territoires pour lesquels il réserve sa décision en attendant un examen plus approfondi de la situation à l'égard desdits territoires.

2. Les engagements mentionnés aux alinéas a) et b) du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.

3. Tout Membre pourra renoncer, par une nouvelle déclaration, à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas b), c) et d) du premier paragraphe du présent article.

4. Tout Membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 12, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans les territoires déterminés.

Article 11.

1. Les déclarations communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail doivent indiquer si les dispositions de la convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modification;

lorsque la déclaration indique que les dispositions de la convention s'appliquent sous réserve de modifications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.

2. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront renoncer entièrement ou partiellement, par une déclaration ultérieure, au droit d'invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.

3. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes au cours desquelles la convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 12, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes d'une déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l'application de cette convention.

Article 12.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 13.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 14.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 15.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 16.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 12 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

Article 17

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Σύμβαση αριθμ. 103/1952

Για την προστασία της μητρότητας.

(Αναθεωρημένη το 1952)

Ἡ Γενική Συνδιάσκεψη τῆς Διεθνούς Ὁργάνωσης Ἐργασίας, πού συγκλήθηκε ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἐργασίας καὶ συνήλθε στὴ Γενεύη στίς 4 Ἰουνίου 1952 πραγματοποιώντας τὴν τριακοστὴ πέμπτη σύνοδό της,

Ἀφ'οὗ ἀποφάσισε νὰ υἱοθετήσῃ διάφορες προτάσεις σχετικὲς μὲ τὸ ζήτημα τῆς προστασίας τῆς μητρότητας, πού εἶναι γραμμένον ὡς τὸ 7ο θέμα στὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς συνόδου,

Ἀφ'οὗ ἀποφάσισε νὰ δώσει στίς προτάσεις αὐτὲς τὴ μορφή διεθνούς σύμβασης,

Ἀποδέχεται σήμερα, στίς εἰκοσιοκτὼ Ἰουνίου χίλια ἐνεακόσια πενήντα δύο, τὴν ἀκόλουθη σύμβαση, πού θὰ ἀποκαλεῖται σύμβαση γιὰ τὴν προστασία τῆς μητρότητας (ἀναθεωρημένη), 1952.

Ἄρθρο 1.

1. Ἡ σύμβαση αὐτὴ ἔχει ἐφαρμογὴ στίς γυναῖκες πού ἀπασχολοῦνται σὲ βιομηχανικὲς ἐπιχειρήσεις, σὲ ἐργασίες μὴ βιομηχανικὲς καὶ σὲ γεωργικὲς ἐργασίες. Ἐπίσης ἐφαρμόζεται καὶ στίς γυναῖκες πού ἐργάζονται «κατ' οἶκον» μὲ ἀμοιβή.

2. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «βιομηχανικὲς ἐπιχειρήσεις» ἀναφέρεται τόσο στίς δημόσιες ὅσο καὶ στίς ἰδιωτικὲς ἐπιχειρήσεις καθὼς καὶ στοὺς ἐπὶ μέρους κλάδους τους καὶ περιλαμβάνει ἰδιαίτερα :

α) τὰ μεταλλεῖα, τὰ λατομεῖα καὶ τὶς κάθε λογῆς ἐξορυκτικὲς βιομηχανίες,

β) τὶς ἐπιχειρήσεις πού ἀσχολοῦνται μὲ τὴν κατασκευὴ, τὴ μεταποίησιν, τὸν καθορισμὸ, τὴν ἐπισκευή, τὴ διακόσμηση, τὴν τελικὴ ἐπεξεργασία, τὴν προπαρασκευὴ γιὰ πώλησιν, τὴ διάλυσιν ἢ τὴν ἀποσύνδεσιν ἀντικειμένων ἢ στίς ὁποῖες γίνεται μετατροπὴ τῆς ὕλης, μὲ τὴ διευκρίνισιν ὅτι συμπεριλαμβάνονται καὶ οἱ ἐπιχειρήσεις πού ἀσχολοῦνται μὲ τὴ ναυπήγησιν πλοίων ἢ μὲ τὴν παραγωγὴ, τὴ μετατροπὴ καὶ τὴ μετάδοσιν ἡλεκτρικῆς ἐνέργειας καὶ γενικότερα κινητήριας δυνάμεως,

γ) τὶς ἐπιχειρήσεις δόμησιν καὶ τεχνικῶν ἔργων περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐργασιῶν κατασκευῆς, ἐπισκευῆς, συντήρησιν, μετατροπῆς καὶ κατεδάφισιν,

δ) τὶς ἐπιχειρήσεις πού ἀσχολοῦνται μὲ τὴ μεταφορὰ ἐπιβατῶν ἢ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, μὲ σιδηρόδρομο, διὰ μέσου τῆς θάλασσης ἢ τῶν ποταμῶν ἢ ἀεροπορικῶς, μὲ τὴ διευκρίνισιν ὅτι στὴν ἔννοια τῆς μεταφορᾶς περιλαμβάνεται καὶ ἡ διαμετακόμισιν τῶν ἐμπορευμάτων σὲ ἀποβάθρες, προκυμαῖες, προβλήτες, λιμεναποθῆκες ἢ ἀερολιμένες.

3. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «μὴ βιομηχανικὲς ἐργασίες» περιλαμβάνει ὅλες τὶς ἐργασίες, πού ἐκτελοῦνται στίς ἀκόλουθες δημόσιες ἢ ἰδιωτικὲς ἐπιχειρήσεις καὶ ὑπηρεσίες ἢ σχετίζονται μὲ τὴ λειτουργία τους :

α) τὰ ἐμπορικὰ καταστήματα,

β) τὰ ταχυδρομεῖα καὶ τὶς ὑπηρεσίες τηλεπικοινωνιῶν,

γ) τὰ καταστήματα καὶ τὶς διοικητικὲς ὑπηρεσίες, πού τὸ προσωπικὸ τους ἔχει ὡς κύρια ἀπασχόλησίν του τὴν ἐργασία γραφείου,

δ) τὶς ἐπιχειρήσεις τύπου,

ε) τὰ ξενοδοχεῖα, οἰκοτροφεῖα, ἐστιατόρια, λέσχες, καφενεῖα καὶ ἀναψυκτήρια,

στ) τὰ ἱδρύματα πού ἔχουν γιὰ σκοπὸ τους τὴ νοσηλεία καὶ τὴν περίθαλψιν ἀσθενῶν, ἀναπήρων, ἀπόρων καὶ ὀρφανῶν,

ζ) τὶς ἐπιχειρήσεις δημόσιων θεαμάτων καὶ ψυχαγωγίας τοῦ κοινοῦ,

η) τὴν ἀμειβόμενη οἰκιακὴ ἐργασία, πού ἐκτελεῖται σὲ ἰδιωτικὰ νοικοκυριά, καθὼς καὶ κάθε ἄλλη ἐργασία πού δὲν ἔχει βιομηχανικὸν χαρακτήρα, στὴν ὁποία ἡ ἀρμόδια ἀρχὴ θὰ ἀποφάσισεν νὰ ἐφαρμόσῃ τὶς διατάξεις αὐτῆς τῆς σύμβασης.

4. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «γεωργικὲς ἐργασίες» ἀναφέρεται σὲ ὅλες τὶς ἐργασίες, πού ἐκτελοῦνται στίς γεωργικὲς ἐπιχειρήσεις, στίς ὁποῖες περιλαμβάνονται καὶ οἱ φυτεῖες καθὼς καὶ οἱ μεγάλες βιομηχανοποιημένες γεωργικὲς ἐπιχειρήσεις.

5. Σὲ κάθε περίπτωσιν, πού δὲν εἶναι βέβαιον ὅτι ἡ σύμβαση αὐτὴ ἐφαρμόζεται σὲ μιὰ ἐπιχείρησιν, σ' ἓνα κλάδο ἐπιχείρησιν ἢ σὲ μιὰ ἐργασία, τὸ ζήτημα θὰ κρίνεται ἀπὸ τὴν ἀρμόδια ἀρχή, ἀφ'οὗ ζητηθεῖ ἡ γνώμη καὶ τῶν ἐνδιαφερόμενων ἀντιπροσωπευτικῶν ὁργανώσεων ἐργοδοτῶν καὶ ἐργαζομένων ἐφόσον ὑπάρχουν τέτοιες ὁργανώσεις.

6. Ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία μπορεῖ νὰ ἐξαιρεῖ ἀπὸ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης τὶς ἐπιχειρήσεις, πού ἀπασχολοῦν ἀποκλειστικῶς, ὡς μισθωτοὺς, τὰ μέλη τῆς οἰκογένειας τοῦ ἐργοδότη, ὅπως αὐτὰ καθορίζονται ἀπὸ τὴ νομοθεσία αὐτὴ.

Ἄρθρο 2.

Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «γυναῖκα» σημαίνει κάθε πρόσωπο πού ἀνήκει στὸ γυναικεῖο φύλο, ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴν ἡλικία, τὴν ἰθαγένειαν, τὴ φυλὴν ἢ τὴ θρησκείαν του, εἴτε τὸ πρόσωπο αὐτὸ εἶναι ἑγγαμὸ εἴτε εἶναι ἄγαμὸ καὶ ὁ ὅρος «παιδί» σημαίνει κάθε παιδί, εἴτε ἔχει γεννηθεῖ ἀπὸ νόμιμον γάμον εἴτε ὄχι.

Ἄρθρο 3.

1. Κάθε γυναῖκα, πού ὑπάγεται στίς ρυθμίσεις αὐτῆς τῆς σύμβασης, δικαιούται νὰ λάβῃ ἄδεια μητρότητας, μὲ τὴν προσκόμισιν ἱατρικοῦ πιστοποιητικοῦ, πού νὰ βεβαιώνει τὴν πιθανὴν ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ τῆς.

2. Ἡ διάρκεια αὐτῆς τῆς ἄδειας πρέπει νὰ εἶναι τουλάχιστον ἴση μὲ δώδεκα (12) ἑβδομάδες. Ἐνα μέρος τῆς πρέπει νὰ λαμβάνεται ὑποχρεωτικῶς μετὰ τὸν τοκετό.

3. Ἡ χρονικὴ διάρκεια τῆς ἄδειας, πού πρέπει νὰ λαμβάνεται ὑποχρεωτικῶς, μετὰ τὸν τοκετό, καθορίζεται ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ νομοθεσία, ὅμως δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι μικρότερη ἀπὸ ἑξί (6) ἑβδομάδες. Τὸ ὑπόλοιπον τῆς συνολικῆς ἄδειας θὰ μπορεῖ νὰ λαμβάνεται, ἀνάλογα μὲ τὸ τί θὰ προβλεφθεῖ ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ νομοθεσία, εἴτε πρὶν ἀπὸ τὴν πιθανολογούμενη ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ, εἴτε μετὰ τὴ λήξιν τῆς ὑποχρεωτικῆς ἄδειας, εἴτε κατὰ ἓνα μέρος πρὶν ἀπὸ τὴν πιθανολογούμενη ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ καὶ κατὰ τὸ ὑπόλοιπον μέρος μετὰ τὴ λήξιν τῆς ὑποχρεωτικῆς ἄδειας.

4. Ὅταν ὁ τοκετὸς πραγματοποιεῖται σὲ χρόνον μεταγενέστερον ἀπὸ αὐτὸν πού εἶχε πιθανολογηθεῖ, ἀρχικῶς, ἡ ἄδεια πού εἶχε ληφθεῖ προηγουμένως παρατείνεται, σὲ κάθε περίπτωσιν, μέχρι τὴν πραγματικὴν ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ, χωρὶς αὐτὴ ἢ παράτασιν νὰ συνεπάγεται τὴν ἀντίστοιχὴ μείωσιν τοῦ χρόνου τῆς ἄδειας, πού πρέπει νὰ λαμβάνεται ὑποχρεωτικῶς μετὰ τὸν τοκετό.

5. Σε περίπτωση ασθένειας, πού, σύμφωνα με ιατρική βεβαίωση, προέρχεται από την κύηση, ή εθνική νομοθεσία πρέπει να προβλέπει τη χορήγηση συμπληρωματικής προγενέθλιας άδειας, πού η ανώτατη χρονική της διάρκεια θα καθορίζεται από την αρμόδια αρχή.

6. Σε περίπτωση ασθένειας, πού, σύμφωνα με ιατρική βεβαίωση, οφείλεται στον τοκετό, ή γυναίκα έχει δικαίωμα σε παράταση της μεταγενέθλιας άδειας, πού η ανώτατη χρονική της διάρκεια θα καθορίζεται από την αρμόδια αρχή.

"Άρθρο 4.

1. Κατά το χρόνο απουσίας από την εργασία της με άδεια μητρότητας, σύμφωνα με τις διατάξεις του προηγούμενου άρθρου 3, η γυναίκα έχει δικαίωμα σε χρηματικές παροχές και στην παροχή ιατρικών υπηρεσιών.

2. Το ύψος των χρηματικών παροχών θα καθορίζεται από την εθνική νομοθεσία, έτσι πού να εξασφαλίζει στη γυναίκα επαρκείς πόρους για την πλήρη και υγιεινή συντήρηση της ίδιας και του παιδιού της, με βάση ένα ικανοποιητικό επίπεδο ζωής.

3. Οι ιατρικές υπηρεσίες περιλαμβάνουν φροντίδες από διπλωματούχο μαία ή από γιατρό, πριν από τον τοκετό, κατά τον τοκετό και μετά απ' αυτόν, καθώς και νοσοκομειακή περίθαλψη, εφόσον είναι απαραίτητη. Η έλευθρία εκλογής του γιατρού, καθώς και η έλευθρία επιλογής ανάμεσα σ' ένα δημόσιο ή ένα ιδιωτικό νοσηλευτικό ίδρυμα θα είναι σεβαστές.

4. Οι χρηματικές παροχές και οι ιατρικές υπηρεσίες χορηγούνται είτε στα πλαίσια συστήματος υποχρεωτικής ασφάλισης είτε σε βάρος του κρατικού προϋπολογισμού. Και στις δύο περιπτώσεις χορηγούνται αυτοδικαίως, σε όλες τις γυναίκες, πού συγκεντρώνουν τις απαιτούμενες προϋποθέσεις.

5. Οι γυναίκες πού δεν έχουν δικαίωμα να αξιώσουν τις παροχές, πού προβλέπονται από τις προηγούμενες διατάξεις, δικαιούνται να λαμβάνουν τις απαραίτητες παροχές για ένα ικανοποιητικό επίπεδο διαβίωσης από τα κεφάλαια της δημόσιας αντίληψης, εφόσον δε διαθέτουν τα μέσα συντήρησης, πού καθορίζονται από αυτήν (δημόσια αντίληψη).

6. Εφόσον οι χρηματικές παροχές, πού χορηγούνται στα πλαίσια συστήματος υποχρεωτικής κοινωνικής ασφάλισης, καθορίζονται με βάση τις προηγούμενες απολαβές από την εργασία, οι παροχές αυτές δεν θα πρέπει να είναι κατώτερες από τα δύο τρίτα (2/3) των προηγούμενων απολαβών της γυναίκας πού λαμβάνονται υπόψη για τον υπολογισμό αυτό.

7. Όποιαδήποτε εισφορά, οφειλόμενη στα πλαίσια συστήματος υποχρεωτικής κοινωνικής ασφάλισης πού προβλέπει παροχές μητρότητας, καθώς και οποιαδήποτε οικονομική επιβάρυνση πού υπολογίζεται με βάση τις καταβαλλόμενες αποδοχές του προσωπικού, και εισπράττεται με σκοπό τη χορήγηση τέτοιων παροχών, θα καταβάλλονται—διάφορα αν ή καταβολή τους γίνεται μόνο από τους εργοδότες ή από κοινού από τους εργοδότες και τους εργαζομένους—με βάση το συνολικό αριθμό των ανδρών και των γυναικών, πού απασχολούν οι ενδιαφερόμενες επιχειρήσεις, χωρίς διάκριση φύλου.

8. Σε καμιά περίπτωση ο εργοδότης θα είναι προσωπικά υπεύθυνος για το κόστος των παροχών, πού οφείλονται στις γυναίκες πού απασχολεί.

"Άρθρο 5.

1. Εφόσον μια γυναίκα θηλάζει το παιδί της, έχει το δικαίωμα να διακόπτει για το σκοπό αυτό την εργασία της για ένα ή περισσότερα χρονικά διαστήματα, πού η διάρκειά τους, θα καθοριστεί από την εθνική νομοθεσία.

2. Οι διακοπές της εργασίας πού γίνονται με σκοπό το θηλασμό, υπολογίζονται και αμείβονται ως χρόνος εργασίας, εφόσον το ζήτημα ρυθμίζεται είτε απευθείας από την εθνική νομοθεσία είτε σύμφωνα με αυτή. Εάν το ζήτημα ρυθμίζεται από συλλογικές συμβάσεις εργασίας, οι όροι καθορίζονται από τη σχετική συλλογική σύμβαση.

"Άρθρο 6.

Αν ή γυναίκα απουσιάζει από την εργασία της σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 3 αυτής της σύμβασης, απαγορεύεται στον εργοδότη να καταγγείλει τη σύμβαση εργασίας της, όσο διαρκεί ή παραπάνω απουσία της ή να της γνωστοποιήσει απόλυση με προθεσμία, πού λήγει μέσα στη διάρκεια αυτής της απουσίας.

"Άρθρο 7.

1. Κάθε Μέλος της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας πού επικυρώνει αυτή τη σύμβαση, έχει το δικαίωμα, με δήλωσή του πού θα συνοδεύει την επικύρωση, να προβλέπει εξαιρέσεις από την εφαρμογή της σύμβασης πού θα αφορούν :

- α) Όρισμένες κατηγορίες εργασιών μη βιομηχανικών
- β) Τις εργασίες πού εκτελούνται στις γεωργικές επιχειρήσεις, εκτός από τις φυτείες,
- γ) Την οικιακή εργασία, πού εκτελείται με αμοιβή σε ιδιωτικά νοικοκυριά,
- δ) Τις γυναίκες πού εργάζονται «κατ' οίκον» με αμοιβή,
- ε) Τις επιχειρήσεις θαλασσίων μεταφορών προσώπων ή εμπορευμάτων.

2. Οι κατηγορίες των εργασιών ή των επιχειρήσεων, για τις οποίες το Μέλος προτίθεται να κάνει χρήση των διατάξεων της πρώτης παραγράφου αυτού του άρθρου, πρέπει να προσδιορίζονται στη σχετική δήλωση, πού θα συνοδεύει την επικύρωση της σύμβασης.

3. Κάθε Μέλος, πού κάνει μια τέτοια δήλωση, έχει τη δυνατότητα να την ανακαλεί οποτεδήποτε, στο σύνολο ή κατά μέρος της, με νεώτερη δήλωσή του.

4. Κάθε Μέλος για το οποίο ισχύει δήλωση, πού έγινε σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου αυτού θα αναφέρει στην ετήσια έκθεση, πού θα υποβάλλει για την εφαρμογή αυτής της σύμβασης, την κατάσταση της νομοθεσίας και της πρακτικής του σχετικά με τις εργασίες και τις επιχειρήσεις, στις οποίες εφαρμόζεται ή παράγραφος 1, σύμφωνα με τη δήλωσή του προσδιορίζοντας την έκταση στην οποία δόθηκε ή υπάρχει πρόθεση να δοθεί ισχύς στη σύμβαση, αναφορικά με τις εργασίες και επιχειρήσεις αυτές.

5. Με τη λήξη της πρώτης πενταετίας από την έναρξη της θέσης σε εφαρμογή αυτής της σύμβασης το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα υποβάλει στη Συνδιάσκεψη ειδική έκθεση, πού θα αναφέρεται στην εφαρμογή των εξαιρέσεων αυτών και θα περιέχει τις προτάσεις πού θα κρίνει απαραίτητες αναφορικά με τα μέτρα, πού θα πρέπει να ληφθούν στο σημείο αυτό.

"Άρθρο 8.

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της σύμβασης ανακοινώνονται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και καταχωρίζονται απ' αυτόν.

"Άρθρο 9.

1. Η σύμβαση αυτή δεσμεύει εκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, πού ή επικύρωσή τους θα έχει καταχωρισθεί από το Γενικό Διευθυντή.

2. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά από την καταχώριση, από το Γενικό Διευθυντή, των επικυρώσεων δυο μελών.

3. Στη συνέχεια, ή σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε μέλος δώδεκα μήνες μετά από την καταχώριση της επικύρωσής της από αυτό.

"Άρθρο 10.

1. Οι δηλώσεις, πού τα Μέλη θα κοινοποιούν στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, σύμφωνα με την παρ. 2 του άρθρου 35 του Καταστατικού Χάρτη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, πρέπει να αναφέρουν :

- α) Τα εδάφη, στα οποία το ενδιαφερόμενο Μέλος αναλαμβάνει την υποχρέωση να εφαρμόσει τις διατάξεις της σύμβασης, χωρίς καμιά τροποποίηση.

β) Τὰ ἐδάφη, γιὰ τὰ ὁποῖα τὸ Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση νὰ ἐφαρμόσει τὶς διατάξεις τῆς σύμβασης με τροποποιήσεις, καθορίζοντας καὶ σὲ τί ἀκριβῶς συνίστανται αὐτὲς οἱ τροποποιήσεις.

γ) Τὰ ἐδάφη, στὰ ὁποῖα ἡ σύμβαση αὐτὴ δὲν ἐφαρμόζεται καί, στὴν περίπτωση αὐτῇ, τοὺς λόγους γιὰ τοὺς ὁποίους δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἐφαρμογὴ τῆς.

δ) Τὰ ἐδάφη, γιὰ τὰ ὁποῖα ἐπιφυλάσσεται νὰ ἀποφασίσαι τὴν ἐφαρμογὴ τῆς σύμβασης μετὰ ἀπὸ πρόσεκτικότερη ἐξέταση τῆς κατάστασης πού ἐπικρατεῖ σὲ αὐτά.

2. Οἱ δεσμεύσεις πού μνημονεύονται στὰ ἐδάφια α' καὶ β' τῆς πρώτης παραγράφου αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου θεωροῦνται ὅτι ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο μέρος τῆς ἐπικύρωσης καὶ ἔχουν τὰ ἴδια μὲ αὐτὴν ἀποτελέσματα.

3. Κάθε Μέλος μπορεῖ, με νεώτερη δήλωσή του, νὰ παραιτεῖται ἀπὸ τὸ σύνολο ἢ καὶ μόνο ἀπὸ ἓνα μέρος τῶν ἐπιφυλάξεων, πού περιέχονται στὴν προηγούμενη δήλωσή του, σύμφωνα μὲ τὰ ἐδάφ. β', γ' καὶ δ' τῆς πρώτης παραγράφου αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου.

4. Κάθε Μέλος μπορεῖ, κατὰ τὴν διάρκεια τῶν περιόδων, μέσα στὶς ὁποῖες εἶναι δυνατὴ ἡ καταγγελία αὐτῆς τῆς σύμβασης, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12, νὰ κοινοποιεῖ στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ νεώτερη δήλωση, πού νὰ τροποποιεῖ, ἀπὸ κάθε ἄποψη, τὸ περιεχόμενο ὁποιασδήποτε προηγούμενης δήλωσής του καὶ νὰ γνωστοποιεῖ τὴν ὑπάρχουσα κατάσταση σὲ συγκεκριμένα ἐδάφη.

Ἄρθρο 11.

1. Οἱ δηλώσεις, πού κοινοποιοῦνται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἑργασίας, σύμφωνα μὲ τὶς παραγράφους 4 καὶ 5 τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῆς Διεθνoῦς Ὁργάνωσης Ἑργασίας, πρέπει νὰ ἀναφέρουν, ἂν οἱ διατάξεις τῆς σύμβασης θὰ ἔχουν ἐφαρμογὴ στὰ ἐδάφη, γιὰ τὰ ὁποῖα πρόκειται, μὲ ἢ χωρὶς τροποποιήσεις. Ἐφόσον ἡ δήλωση ἀναφέρει ὅτι οἱ διατάξεις τῆς σύμβασης θὰ ἐφαρμοστούν, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι θὰ ἰσχύσουν τροποποιήσεις, πρέπει νὰ προσδιορίζεται σὲ τί ἀκριβῶς συνίστανται αὐτὲς οἱ τροποποιήσεις.

2. Τὸ ἢ τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη ἢ ἡ ἐνδιαφερόμενη διεθνὴς ἀρχὴ μποροῦν ὅποτεδήποτε νὰ παραιτηθοῦν, μὲ μεταγενέστερη δήλωσή τους, ὁλικά ἢ μερικὰ, ἀπὸ τὸ δικαίωμα νὰ ἐπικαλεσθοῦν μιὰ τροποποίηση, πού ἀναφέρεται σὲ προηγούμενη δήλωση.

3. Τὸ ἢ τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη ἢ ἡ ἐνδιαφερόμενη διεθνὴς ἀρχὴ θὰ μποροῦν κατὰ τὶς περιόδους στὴ διάρκεια τῶν ὁποίων εἶναι δυνατὴ ἡ καταγγελία τῆς σύμβασης, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12, νὰ κοινοποιήσουν στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ νέα δήλωση, μὲ τὴν ὁποία θὰ τροποποιοῦν, ἀπὸ κάθε ἄποψη, τοὺς ὅρους προηγούμενης δήλωσής τους, ἀναφέροντας ταυτόχρονα καὶ τὴν κατάσταση σχετικὰ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης.

Ἄρθρο 12.

1. Κάθε Μέλος πού ἔχει ἐπικυρώσει αὐτὴ τὴ σύμβαση, θὰ μπορεῖ νὰ τὴν καταγγεῖλει, μετὰ τὴ λήξη περιόδου δέκα (10) ἐτῶν ἀπὸ τὴν ἐναρξὴ τῆς ἰσχύος τῆς, μὲ πράξη του, πού κοινοποιεῖται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἑργασίας καὶ καταχωρίζεται ἀπὸ αὐτόν. Ἡ ἐνέργεια τῆς καταγγελίας θὰ ἀρχίζει μετὰ ἀπὸ ἓνα ἔτος ἀπὸ τὴν ἡμέρα, πού ἔγινε ἡ καταχώρισή της.

2. Κάθε Μέλος, πού ἔχει ἐπικυρώσει αὐτὴ τὴ σύμβαση καὶ πού δὲν ἀσκεῖ μέσα σὲ ἓνα ἔτος ἀπὸ τὴ λήξη τῆς περιόδου τῶν δέκα (10) ἐτῶν πού ἀναφέρεται στὴν προηγούμενη παράγραφο, τὸ δικαίωμα τῆς καταγγελίας, πού προβλέπεται ἀπὸ αὐτὸ τὸ ἄρθρο, δεσμεύεται γιὰ μιὰ νέα περίοδο δέκα (10) ἐτῶν καί, στὴ συνέχεια, θὰ μπορεῖ νὰ καταγγεῖλει αὐτὴ τὴ σύμβαση στὴ λήξη κάθε μιᾶς ἀπὸ τὶς δεκαετίες, πού θὰ ἀκολουθοῦν, σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου.

Ἄρθρο 13.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἑργα-

σίας θὰ γνωστοποιεῖ σὲ ὅλα τὰ Μέλη τῆς Διεθνoῦς Ὁργάνωσης Ἑργασίας τὴν καταχώριση ὅλων τῶν ἐπικυρώσεων, τῶν δηλώσεων καὶ τῶν καταγγελιῶν, πού τοῦ κοινοποιοῦνται ἀπὸ τὰ Μέλη τῆς Ὁργάνωσης.

2. Μὲ τὴ γνωστοποίηση στὰ Μέλη τῆς Ὁργάνωσης τῆς καταχώρισης τῆς δεύτερης ἀπὸ τὶς ἐπικυρώσεις πού θὰ τοῦ ἔχουν κοινοποιηθεῖ, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς θὰ ἐπισημάνει τὴν ἡμερομηνία, ἀπὸ τὴν ὁποία ἀρχίζει νὰ ἰσχύει αὐτὴ ἡ σύμβαση.

Ἄρθρο 14.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἑργασίας ὀφείλει νὰ ἀνακοινώνει στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, μὲ σκοπὸ τὴν καταχώρισή τους σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, πλήρεις πληροφορίες, σχετικὰ μὲ ὅλες τὶς ἐπικυρώσεις, τὶς δηλώσεις καὶ τὶς πράξεις καταγγελίας, πού ἔχει ὁ ἴδιος καταχωρίσει, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῶν προηγούμενων ἄρθρων.

Ἄρθρο 15.

Τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἑργασίας θὰ ὑποβάλλει στὴ Γενικὴ Συνδιάσκεψιν ἐκθεση, σχετικὴ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης καὶ θὰ ἐξετάζει, ἂν εἶναι σκόπιμη ἡ ἐγγραφή, στὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς Συνδιάσκεψης, θέματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀναθεώρησής της.

Ἄρθρο 16.

1. Σὲ περίπτωσιν πού ἡ Συνδιάσκεψιν υἱοθετήσῃ νέα σύμβαση, πού θὰ ἀναθεωρεῖ, ὁλικά ἢ μερικὰ, αὐτὴ τὴ σύμβαση καὶ ἐφόσον δὲν θὰ ὁρίζεται διαφορετικὰ ἀπὸ τὴ νέα σύμβαση :

α) Ἡ ἐπικύρωση, ἀπὸ ἓνα Μέλος, τῆς νέας ἀναθεωρητικῆς σύμβασης θὰ ἐπιφέρει αὐτοδικαίως — κατὰ παρέκκλιση ἀπὸ τὶς διατάξεις τοῦ παραπάνω ἄρθρου 12 — τὴν ἄμεση καταγγελία αὐτῆς τῆς σύμβασης, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη, ὅτι θὰ ἔχει τεθεῖ σὲ ἰσχύ ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

β) Ἀπὸ τὴν ἡμέρα, πού θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση, παύει ἡ δυνατότητα γιὰ τὰ Μέλη νὰ ἐπικυρώνουν αὐτὴ τὴ σύμβαση.

2. Αὐτὴ ἡ σύμβαση θὰ παραμένει, σὲ κάθε περίπτωσιν, σὲ ἰσχύ μὲ τὴ σημερινή της μορφή καὶ περιεχόμενο γιὰ τὰ Μέλη ἐκεῖνα, πού θὰ τὴν ἔχουν ἐπικυρώσει καὶ δὲν θὰ ἐπικυρώσουν τὴν ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

Ἄρθρο 17.

Τὸ γαλλικὸ καὶ τὸ ἀγγλικὸ κείμενο αὐτῆς τῆς σύμβασης εἶναι ἐξίσου αὐθεντικά.

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ συνολικὴ διάρκεια τῆς ἀδειας μητρότητας ὁρίζεται σὲ δώδεκα (12) ἐβδομάδες, ἀπὸ τὶς ὁποῖες οἱ ἑξὶ (6) θὰ λαμβάνονται, ὑποχρεωτικά, πρὶν ἀπὸ τὴν πιθανὴ ἡμερομηνία τοκετοῦ καὶ οἱ ὑπόλοιπες ἑξὶ (6) μετὰ τὸν τοκετό.

Σὲ περίπτωσιν πού ὁ τοκετὸς θὰ πραγματοποιεῖται σὲ χρόνον προγενέστερο ἀπ' αὐτόν πού εἶχε ἀρχικὰ πιθανολογηθεῖ, τὸ ὑπόλοιπο τῆς ἀδειας κυοφορίας θὰ χορηγεῖται, ὑποχρεωτικά, μετὰ τὸν τοκετό, ὥστε νὰ ἐξασφαλίζεται χρόνος συνολικῆς ἀδειας δώδεκα (12) ἐβδομάδων.

Ἄρθρο τρίτο.

Ἡ γυναίκα, γιὰ τὸ θηλασμό καὶ τὶς αὐξημένες φροντίδες πού ἀπαιτοῦνται γιὰ τὴν ἀνατροφή τοῦ παιδιοῦ της, δικαιούται, γιὰ χρονικὸ διάστημα ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τὸν τοκετό εἴτε νὰ διακόπτει τὴν ἐργασία γιὰ μία (1) ὥρα εἴτε νὰ προσέρεται βραδύτερα εἴτε νὰ ἀποχωρεῖ ἐνωρίτερα κατὰ μία (1) ὥρα κάθε ἡμέρα.

Ὁ χρόνος τῆς μιᾶς (1) ὥρας ἡμερήσιας διακοπῆς ἢ τῆς βραδείας προσέλευσης ἢ πρόωρης ἀποχώρησης θεωρεῖται καὶ ἀμειβεται ὡς χρόνος ἐργασίας.

"Άρθρο τέταρτο.

Με την κύρωση αυτής της Διεθνούς Σύμβασης Έργασίας δεν τίθενται τυχόν ευνοϊκότερες ρυθμίσεις.

"Άρθρο πέμπτο.

Σε κάθε περίπτωση, που δεν είναι βέβαιο ότι η Διεθνής Σύμβαση εφαρμόζεται σε μία επιχείρηση, σ' ένα κλάδο επιχείρησης ή σε μία εργασία, σύμφωνα με το άρθρο 1 παρ. 5 της Σύμβασης, το ζήτημα θα επιλύεται με απόφαση του Υπουργού Έργασίας, μετά από γνώμη του Ανώτατου Συμβουλίου Έργασίας (Α.Σ.Ε.).

"Άρθρο έκτο.

Με Προεδρικά Διατάγματα, που θα εκδίδονται με πρόταση του αρμόδιου κατά περίπτωση Υπουργού, δύναται να επεκτείνεται ή εφαρμογή των διατάξεων αυτής της σύμβασης σε οποιαδήποτε άλλη εργασία, που δεν είναι βιομηχανική, εκτός από εκείνες που αναφέρονται στο άρθρο 1 παρ. 3 αυτής.

"Άρθρο έβδομο.

Η ισχύς του νόμου καθώς και της Διεθνούς Σύμβασης που κυρώνεται με αυτόν, αρχίζει την 1η Ιανουαρίου 1983.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθῇ στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 25 Ὀκτωβρίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΔΗΜΗΤΡ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ

ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ ΠΑΡΑΣΚΕΥΑΣ ΑΥΓΕΡΙΝΟΣ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ

ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 29 Ὀκτωβρίου 1982

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ Α. ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η έτήσια συνδρομή της Έφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν από 1 Ιανουαρίου 1981 ως ακολούθως :

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	1.500
2. » » » Β'	»	3.000
3. » » » ΤΑΠΣ	»	2.000
4. » » » Γ'	»	1.000
5. » » » Δ'	»	2.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	1.000
7. » » » Άν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	200
8. » » » Παράρτημα	»	600
9. » » » Άνωνύμων Έταιρειών κ.λπ.	»	7.000
10. » » Δελτίο Έμπορικής και Βιομηχανικής Ίδιοκτησίας	»	600
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	»	17.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Άλληλοβοηθείας Προσωπικού του Έθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	75
2. » » » Β'	»	150
3. » » » ΤΑΠΣ	»	100
4. » » » Γ'	»	50
5. » » » Δ'	»	125
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	50
7. » » » Άν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	10
8. » » » Παράρτημα	»	30
9. » » » Άνωνύμων Έταιρειών κ.λπ.	»	350
10. » » Δελτίο Έμπ. και Βιομ. Ίδιοκτησίας	»	30
11. Για όλα τα τεύχη	»	850

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησής τους κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 7 δρχ., από 9 ως 24 σελ. 14 δρχ., από 25 ως 48 σελ. 20 δρχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δρχ., από 81 σελ. και άνω η τιμή πώλησής τους κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 40 δρχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαθέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το Έθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διαφόρων φύλλων της Έφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τρεις (3) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στο τεύχος Άνωνύμων Έταιρειών και Έταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

Α'. Άνωνύμων Έταιρειών :

1. Τών καταστατικών	Δρχ.	18.000
2. Τών αποφάσεων «περί συγχωνεύσεως άνωνύμων εταιρειών»	»	18.000
3. Τών κωδικοποιήσεων τών καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	»	9.000
4. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών	»	5.000
5. Τών Ισολογισμών κάθε χρήσεως	»	8.000
6. Τών ύπουργικών αποφάσεων «περί παροχής άδειας έπεκτάσεως τών εργασιών Ασφαλιστικών Έταιρειών», τών εκθέσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων και τών αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τίς όποιες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού	»	7.000
7. Τών αποφάσεων «περί εγκαταστάσεως υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορος και παροχής πληρεξουσιότητας προς αντιπροσώπευσιν έν Ελλάδα άλλοδαπών Έταιρειών» και τών αποφάσεων «περί μεταβιβάσεως του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Έταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1 του Ν.Δ. 400/70»	»	4.000
8. Τών ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., τών προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, τών άνακοινώσεων, που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 «περί Άλλοδαπών Ασφαλιστικών Έταιρειών», τών αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ, που άναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και τών αποφάσεων του Ύπ. Συγκοινωνιών διά τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ	»	2.000
9. Τών συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων τών Τραπεζικών Έταιρειών	»	2.000

10. Τών αποφάσεων της έπιτροπής του Χρηματιστηρίου «περί εισαγωγής χρεωγράφων εις το χρηματιστήριο προς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως προς τή διατάξει του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967

Δρχ. 2.000

11. Τών αποφάσεων της έπιτροπής κεφαλαιαγοράς «περί διαγραφής χρεωγράφων εκ του χρηματιστηρίου, συμφώνως προς τή διατάξει του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67»

» 2.000

12. Τών αποφάσεων «περί εγκρίσεως τιμολογίων τών Ασφαλιστικών Έταιρειών»

» 2.000

Β'. Έταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

1. Τών καταστατικών	Δρχ.	2.000
2. Τών κωδικοποιήσεων τών καταστατικών	»	2.000
3. Τών Ισολογισμών κάθε χρήσεως	»	2.500
4. Τών εκθέσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων	»	2.000
5. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	»	800
6. Τών άνακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	»	800
7. Τών άνακοινώσεων με άπόφαση της Γ.Σ.	»	600
8. Τών προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	»	600

Γ'. Άλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Άλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

1. Τών ύπουργικών αποφάσεων «περί χορηγήσεως άδειας λειτουργίας Άλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Άλληλασφαλιστικών Ταμείων»	Δρχ.	2.000
2. Τών Ισολογισμών τών άνωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	2.500

Δ'. Τών δικαστικών πράξεων :

Δρχ. 800

ΙΙ. Στο Τέταρτο τεύχος :

Τών δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση άποζημιώσεως	»	800
--	---	-----

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του έσωτερικού και τή τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι άποδεικτικού εισπράξεως, το όποιο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Έθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του έξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε άνóλογο συνάλλαγμα με έπιταγή έπ' όνόματι του Διευθυντή Διαχειρίσεως του Έθνικού Τυπογραφείου.

3. Το ύπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί τών άνωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής :

- α) στην Άθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Έθνικού Τυπογραφείου),
- β) στις ύπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και άποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τίς 192378/3639/1947 (RONEO 185) και 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.
- γ) στις περιπτώσεις συνδρομών έξωτερικού : όταν ή άποστολή τους γίνεται με έπιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το ύπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.